



- **Note aux organisations de la CGT**

Le 28 novembre 2008

Les contradictions du budget de l'Etat

Le projet de loi de finances pour 2009 est bâti sur l'hypothèse optimiste d'une croissance du PIB de 1 %. Début novembre, le ministère a révisé en baisse ses propres prévisions : une croissance comprise entre 0,2 et 0,5 %, ce qui paraît encore trop optimiste compte tenu des prévisions de la Commission européenne et du FMI.

Comme en 2008, la pression est maintenue sur les dépenses utiles et l'emploi public. En revanche, les dépenses inefficaces (prise en charge des exonérations de cotisations sociales patronales, niches fiscales...) augmentent.

Contrairement à ce que prétendait le gouvernement, les diverses mesures mises en place, particulièrement les mesures de la loi d'août 2007 dites de la loi TEPA, n'ont pas permis d'améliorer la situation budgétaire. Par conséquent, les recettes diminuent par rapport aux prévisions initiales et le déficit se creuse, ce qui augmente la dette et alimente les patrimoines financiers.

Pression sur les dépenses utiles et sur l'emploi public

En équivalent temps plein, le nombre d'emplois ¹ diminue de 78 800 (passant de 2 187 611 en 2008 à 2 110 810 en 2009), dont 22 891 dans l'éducation nationale.

L'emploi augmente de 423 pour les services du premier ministre, pratiquement autant (325) que pour « travail, relations sociales, famille et solidarité ».

Les économies réalisées sur la masse salariale sont de l'ordre de 3 milliards d'euros du fait du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Elles sont de 2 milliards d'euros sur **les interventions et l'investissement**, et de 2,2 milliards d'euros sur **le fonctionnement**.

Plus de 100 milliards d'euros de gâchis

Les « niches fiscales », appelées aussi « **dépenses fiscales** » s'élèvent à environ 70 milliards d'euros (66 milliards en 2008).

La prise en charge de **l'exonération de cotisations sociales patronales** coûte environ 33 milliards d'euros (même niveau qu'en 2008, contre 28,9 milliards d'euros en 2007).

Il faut y ajouter les charges de la dette, soit 44,4 milliards d'euros (41,2 milliards en 2008).

Le déficit se creuse

Le déficit public, initialement prévu à 2,7 % de PIB en 2009 est revu à la hausse à 3,1 % de PIB. La situation budgétaire se dégrade tout en continuant une logique d'austérité. La contradiction entre les coupes claires dans les principaux budgets et l'ouverture des vannes des dépenses extra budgétaires de soutien aux institutions financières est flagrante. Elle est inacceptable.

Pour 2008, Eric Woerth dit s'attendre à « un peu plus de 3 milliards de recettes en moins » par rapport à ce qui était prévu. Résultat : le déficit sera de 2,9 % du PIB contre 2,7 % initialement prévu.

¹ Il s'agit de plafonds d'emplois.